



service de l'information (514) 598-2155
1601, de Lorimier, Montréal H2K 4M5

CSN no 140

semaine du
13 au 19 novembre 1981

nouvelles csn



**Face à la crise
FAISONS L'UNITÉ SYNDICALE**

**le congrès
de la FTQ
prend
ses distances
vis-à-vis
le PQ**

page 13

**Les multinationales
de véritables
rapaces**

pages 10-11

**Conférence syndicale
internationale
sur le Salvador
du 27 au 29
novembre**

**POUR APPUYER
LE PEUPLE
DU SALVADOR**



agenda du mouvement

novembre

- 21 manifestation unitaire à Ottawa
- 23-27 session de formation pour les salarié-e-s arbitrage
- 24-26 CSN conseil confédéral spécial à Longueuil
- 25-28 conseil central de Sorel congrès régulier sous le thème **les travailleurs(euses) face à la crise**
- 27 FNEQ sessions à Montréal 1) école-société sur la formation professionnelle 2) application de la convention collective
- 27-28 FESP conseil du secteur scolaire, à Montréal
- 27-29 **conférence syndicale internationale de solidarité avec le Salvador** organisée par la CSN et la CEQ. À Montréal, au cégep Rosemont
- 28-29 FNEQ conseil fédéral, à Montréal
- 29 FESP bureau fédéral et comité de coordination, à Québec
- 30 FNEQ réunion d'équipe
- 30-1 FESP comité de coordination

décembre

- 3-5 FSMMPCC bureau fédéral
- 4-5 FESP bureau fédéral
- 5-7 Commerce bureau fédéral
- 5-6 **condition féminine** session de formation sur le travail à temps partiel
- 9-12 CSN conseil confédéral élargi sur la crise économique
- 16-17 FPSCQ bureau fédéral, à Montréal
- 14-18 **formation des salarié-e-s** session sur la direction de grèves
- 18-19 FNSBB bureau fédéral

l'équipe nouvelles csn

rédaction: Jean-Noël Bilodeau, Guy Ferland, Jacques Gauthier, Henri Jalbert, Luc Latraverse, Gaston Pouliot.

diffusion: Suzanne Gloutnez, André Sauvé.

secrétaire: Louise Filteau.

télécommunications: Jeanne Belzil, Béran-gère Marchand.

photographie: Jean-Claude Champagne, Pierre Gauvin-Evrard, François Rivard.

collaboration: Louise Brisson, Garnotte, François Lamarche, Jean-Marc Phaneuf.

nouvelles csn, organe officiel de la CSN, paraît tous les lundis à l'intention des travailleurs et des travailleuses.

Composé, monté et imprimé chez Interlitho Inc., 254 Benjamin-Hudon, Ville St-Laurent.

du 27 au 29 novembre CONFÉRENCE SYNDICALE INTERNATIONALE SUR LE SALVADOR

La Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.) et la Centrale de l'enseignement du Québec (C.E.Q.) organisent présentement une conférence syndicale internationale de solidarité avec le Salvador. Cette conférence se déroulera à Montréal du 27 au 29 novembre 1981, au CEGEP Rosemont.

Nos deux organisations (CSN et CEQ) sont très préoccupées de l'évolution de la conjoncture au Salvador et de la poursuite des politiques interventionnistes de l'administration Reagan en Amérique Centrale et aux Caraïbes en général. Nous croyons de notre devoir de convier à cette conférence des représentants du mouvement syndical international affiliés aux trois centrales internationales (CISL, CMT et FSM) pour qu'ils puissent y manifester leurs inquiétudes face à la situation politique, sociale et économique qui se dégrade dans cette région et formuler leurs appuis aux travailleurs/euses et au peuple salvadorien.

Cette conférence tentera de faire le point sur la situation au Salvador tant par les exposés que nous en feront les délégués salvadoriens que par les contributions d'invités internationaux du secteur politique et religieux. Nous croyons que ces débats nous permettront de dégager nos orientations face à la Déclaration France-Mexique, le plan de négociation globale du FDR-FMLN déposé aux Nations Unies le 8 octobre dernier, ainsi que la poursuite des politiques interventionnistes de l'administration Reagan.

Nous croyons aussi que cette conférence syndicale sera un moyen efficace pour consolider notre solidarité internationale et développer de nouveaux projets d'appuis et de manifestation concrète envers le peuple salvadorien.

Norbert RODRIGUE
président
CSN

Robert GAULIN
président
CEQ

soirée de solidarité avec le peuple du Salvador

où interviendront des représentants du peuple salvadorien, du peuple palestinien ainsi que des latino-américains. La musique sera assurée par le groupe latino-américain Nanchahuazu, Marie Savard et le groupe Contexto

**au cégep Rosemont, 6,400
16è avenue, Montréal
à 20 heures**

admission: \$3.

En marge de la manifestation du 21 novembre

UNE SEULE RÉPONSE À LA CRISE ÉCONOMIQUE LE RENFORCEMENT DE L'UNITÉ SYNDICALE

Depuis plusieurs années, on entend parler de crise économique. À la CSN, on n'a pas fini d'en parler puisque s'amorce un large débat au sein de la centrale sur les causes de la situation économique actuelle et sur la stratégie à mettre de l'avant pour forcer les gouvernements à intervenir au niveau économique en fonction des intérêts de la majorité de la population.

La manifestation du 21 novembre à Ottawa est une première étape dans cette stratégie qui devra se préciser au cours des prochaines semaines. Mais déjà un élément essentiel transparaît à l'occasion de cette manifestation: **une véritable stratégie de lutte contre la crise passe par le renforcement de l'unité syndicale.**



A la manifestation unitaire du 1er mai 1973.

Ce n'est pas la première fois que les économies capitalistes connaissent des soubresauts, mais à la différence des crises antérieures, la crise actuelle ne provient pas principalement d'un manque d'ajustement entre l'offre et la demande de biens et services mais résulte d'une restructuration des forces capitalistes à l'échelle nationale et internationale.

La montée des luttes de libération des peuples du Tiers monde, la création du cartel des pays exportateurs de pétrole (OPEP), la concurrence plus vive entre capitalistes et entre pays capitalistes (USA, Commu-

nauté Économique Européenne, Japon), les luttes syndicales et populaires au sein de ce pays, etc. ont menacé progressivement la rentabilité des investissements en capitaux. Ainsi, au Canada, pour l'ensemble des industries non-agricoles, le taux de profit est tombé de 15.6% à 7.5% entre 1950 et 1970.

Devant cette situation, comment réagit la classe capitaliste depuis une dizaine d'années?

Premièrement, elle accentue son emprise sur l'économie en consolidant le pouvoir des grands monopoles. Au Canada, au cours des trois dernières

années, \$6 milliards ont été dépensés pour la prise de contrôle d'entreprises. (Simpson, Dominion, Québécois ou Mac Millan Bloedel.)

Deuxièmement, on assiste, depuis 1970, à une poussée inflationniste sans précédent. De 1959 à 1969, au Canada, les prix n'avaient augmenté en moyenne que de 2.7% par année. Mais à partir de 1970, c'est le grand bond: 8.1% en moyenne jusqu'en 1977. En 1979, les prix grimpent de 9.1%; en 1980, de 10.1%; en 1981, de 12.8%.

Troisièmement, la classe capitaliste prend tous les

moyens pour affaiblir les organisations syndicales et passer outre aux revendications des travailleurs. Avec l'aide de bureaux spécialisés en relations de travail, elle réprime systématiquement les tentatives d'organisation de nouveaux syndicats; elle réorganise le travail dans ses entreprises afin de diminuer le rapport de force des travailleurs; dans certains cas, elle va même jusqu'à déménager ses activités dans des régions où le syndicalisme est peu développé. Par conséquent, les luttes syndicales sont aujourd'hui très difficiles et visent essentiellement à préserver des droits



À la manifestation du 1er mai 1975 à Drummondville

acquis comme l'ancienneté ou l'indexation des salaires au coût de la vie. Et fait tout aussi dramatique, le taux de syndicalisation diminue dangereusement depuis quelques années. Au Québec, en 1970, environ le tiers de la main d'oeuvre active était syndiquée. Aujourd'hui, le taux de syndicalisation est tombé aux environs de 27%.

pour le grand capital, la crise c'est des profits accrus

Avec ces divers moyens, la classe capitaliste a donc réussi à accroître la rentabilité de ses investissements. Depuis dix ans, le taux de profit s'est amélioré considérablement. Au Canada, il est passé de 7.5% à 12%, entre 1970 et 1975. Et pour les cinq années suivantes, l'accroissement moyen des

profits a été de 13.6% annuellement. Dans certains secteurs, la rentabilité du capital est encore plus marquée: en 1980, les bénéfices ont grimpé de 52.4% dans les secteurs du pétrole; de 61.8% dans l'imprimerie; de 31% pour les entreprises de boissons gazeuses; de 26.6% dans le secteur des produits chimiques.

la crise des salaires et du chômage

En effet au Canada, entre 1961 et 1977, la rémunération hebdomadaire moyenne s'était accrue en terme réel de 2.5% par année. Mais depuis 1977, le salaire réel des travailleurs canadiens a diminué annuellement de 1%. C'est donc dire que depuis quatre ans, le pouvoir d'achat des travailleurs canadiens diminue de manière absolue,

et ce malgré l'accroissement de la richesse collective.

La question de l'emploi n'est guère plus reluisante. L'emprise accrue des multinationales, la flambée des prix de l'énergie et la hausse spectaculaire des taux d'intérêts rendent la vie difficile aux petites et moyennes entreprises, de sorte qu'actuellement plusieurs sont acculées à cesser en tout ou en partie leurs opérations. Conséquence: le chômage atteint aujourd'hui un niveau dramatique. Les derniers chiffres: en octobre, le taux de chômage au Canada atteignant 8.3% et au Québec 11.5%, taux jamais enregistré jusqu'ici depuis la Grande Crise des années 30.

Que font les gouvernements face à la crise?

Le gouvernement américain de Reagan a cherché à s'imposer comme l'exemple à suivre du niveau de la politique économique. On a vu ce qu'il pense des syndicats quand il a tout bonnement congédié les contrôleurs aériens du pays en grève pour le renouvellement de leur convention collective. On a vu ce qu'il fait du «new deal» américain alors que dans son récent budget, il comprime de façon radicale les dépenses à caractère social sans par ailleurs toucher au budget de l'armée. Il coupe l'aide aux pays en voie de développement mais renforce la présence militaire américaine à travers le monde. Il prône une politique «monétariste» qui favorise la rentabilité des investissements privés, mais les travailleurs américains subissent les contrecoups de cette politique par un accroissement du chômage et une diminution de leur pouvoir d'achat.



À la manifestation du 1er mai 1975 à Montréal

La politique du gouvernement canadien n'est peut-être pas aussi spectaculaire que celle de son voisin du sud, mais elle s'inspire de la même logique.

les politiques canadiennes

La première mesure d'importance prise par le gouvernement Trudeau pour contrer l'inflation a été de voter en 1975 une loi sur le contrôle des prix et des salaires. On sait aujourd'hui que cette loi n'a eu aucun effet sur l'inflation puisque les prix sur de très nombreux produits sont décidés à l'extérieur du Canada. Cependant, cette loi a eu des conséquences majeures sur l'évolution des salaires. En fait, on peut dire que c'est avec son adoption que le pouvoir d'achat des travailleurs canadiens a commen-

cé à baisser alors que les profits des compagnies enregistraient un accroissement inégalé depuis vingt ans.

La deuxième mesure prise par le gouvernement canadien, suivi en cela par le gouvernement du Québec, a été de restreindre considérablement ses dépenses. On connaît l'importance des coupures de postes dans la fonction publique fédérale et dans le secteur public québécois. Ces coupures, non seulement sont les causes du chômage de milliers de travailleurs, mais elles provoquent une diminution des services publics qui frappent durement les plus démunis.

Dans le récent budget fédéral, les dépenses à caractère social ne sont augmentées que 8.9% (moins que l'inflation prévue) alors que les dépenses militaires vont croître de 18.3%. Entre autre, le gouvernement Trudeau s'apprête à sabrer radicalement dans le programme d'assurance-chô-

mage. Curieuse façon, n'est-ce pas, pour combattre le chômage!

Enfin, le gouvernement canadien suit de près la politique monétariste américaine, particulièrement en ce qui concerne les taux d'intérêts. On l'a vu, en maintenant les intérêts au taux actuel, le gouvernement prétend combattre l'inflation en restreignant le crédit à la consommation, donc la demande de biens et services. Pourtant, l'inflation continue toujours de galoper (13% de prévu pour 1981-82); les consommateurs font face à des difficultés énormes dans le domaine de l'habitation; plusieurs petites entreprises ferment leur porte à cause de la cherté du crédit. Mais ceux qui possèdent des capitaux appuient cette politique «monétariste» du gouvernement fédéral parce que pour eux, elle constitue une manne d'or.

Développer l'unité syndicale et des groupements populaires

Face à cette gestion politique de la crise qui favorise au bout du compte le grand capital (nous venons d'avoir un autre bon exemple de ce genre de politique avec le budget supplémentaire de Parizeau qui maintient la diminution d'impôt sur les bénéficiaires des sociétés — les moins taxés au Canada — mais qui élimine la diminution prévue sur l'impôt des particuliers — les plus taxés au Canada —), le mouvement syndical doit renforcer son unité. La situation est suffisamment grave, nous devons développer une réponse unitaire aux politiques actuelles, que celles-ci soient élaborées à Ottawa ou à Québec.

La manifestation du 21 novembre est un pas important dans ce sens.

Organisation de la riposte contre les coupures dans les services publics

Un premier pas vers l'unité

Nouvelles CSN a demandé à trois travailleur-euse-s, Jean-Pierre Bibeau, du Collège Montmorency de Laval, Jocelyne Gadbois, du CLSC, les Draveurs de Pointe Gatineau, et Edouard Ménard du Centre hospitalier d'Amos de nous tracer un bilan des actions qui ont été posées dans leur syndicat et leur région, lors de la journée nationale de mobilisation du 12 novembre.

Région de Laval

Au Collège Montmorency de Laval, en banlieue de Montréal, un précédent dans les annales syndicales de l'endroit a eu lieu lors de cette journée de mobilisation contre les coupures dans le secteur public, alors que pour la première fois les enseignants, les professionnels, les employés de soutien et les étudiants se sont réunis dans une même assemblée pour discuter d'un problème d'intérêt commun. En ce sens, l'initiative d'une manifestation unitaire contre les coupures a été particulièrement réussie. À cette occasion, une représentante du secteur des affaires sociales est venue décrire l'ampleur des coupures dans les établissements de santé.

Dans l'ensemble de la région, l'action a été menée par une douzaine d'organismes syndicaux et populaires regroupés en coalition contre les coupures dans le secteur public. Et pour eux ce n'est qu'un début, surtout si on considère que la population a généralement bien répondu au message des militants.

Région de l'Outaouais

Au CLSC Des Draveurs, dans la région de Pointe Gatineau, la journée du 12 novembre a pris une forme spéciale étant donné que les employé(e)s étaient sous le coup d'une injonction leur interdisant de débrayer. Mais il y a quand même eu une bonne participation des 37 membres à la journée de sensibilisation.

Il est intéressant de noter qu'il a été décidé de prendre, sur une base volontaire, une heure de salaire et de la donner à un regroupement des organismes populaires de la région, qui est en campagne de financement. Ce geste a d'ailleurs été suivi par d'autres syndicats de la région.

Dans l'ensemble de l'Outaouais, la participation a été très bonne. Environ 35 syndicats, se trouvant aussi loin qu'à Maniwaki et dans le Pontiac, ont adhéré à cette journée de manifestations contre les coupures. On évalue que 30,000 tracts ont été distribués parmi la population dans le cadre de la journée.

Le président du Conseil Central de l'Outaouais, Serge Forget a rencontré les étudiants du CEGEP, à Hull réunis à l'invitation des enseignants.

Au cours de la soirée, le conseil central a tenu une assemblée générale élargie aux groupes populaires. Les syndiqués ont pu ainsi partager leur expérience de

la journée et témoigner des réactions de la population. Cette mobilisation, de plus, a eu un autre effet positif: celui de préparer la population avoisinante à la tenue de la manifestation de samedi à Ottawa contre les taux d'intérêt.

Région du Nord-ouest

Cette première riposte aux coupures du gouvernement a surtout donné la possibilité d'unir les forces des employés(e) des services publics qu'elles soient affiliées à la CSN ou à d'autres centrales.

Dans le Nord-Ouest on s'est en effet associé avec la FTQ et la CEQ pour faire une émission de télévision intitulée **Special Coupures** qui a été diffusée le 12 en fin d'après-midi. Dans la journée, des militants des trois centrales avaient distribué des tracts dans la population pour inviter les gens à écouter cette émission d'une durée de trente minutes. Cette opération d'information auprès des citoyens et des bénéficiaires a donné des effets positifs comparativement aux expériences passées.

Dans le nord-ouest, certains gestes ont été particulièrement remarqués durant le piquetage du midi. Par exemple, certains bénéficiaires se sont joints aux manifestants pour démontrer leur mécontentement aux coupures du gouvernement qui, d'une façon ou d'une autre, les affecteront. Les bénéficiaires avaient été informés de la

tenue de cette journée de mobilisation contre les coupures dans les jours précédents.

Appelé(e)s à conclure collectivement sur les deux heures de manifestation des 4 fédérations des secteurs public et parapublic de la CSN, les trois intervenant(e)s ont souligné que le geste avait raffermi les liens entre les employé(e)s des différents secteurs et que leur action a suscité une plus grande compréhension de la population à l'égard de la lutte contre les coupures. Cet exercice a également aidé la mobilisation à l'approche d'une négociation au cours de laquelle le gouvernement tentera de faire supporter aux employés de l'état les effets de la crise économique.



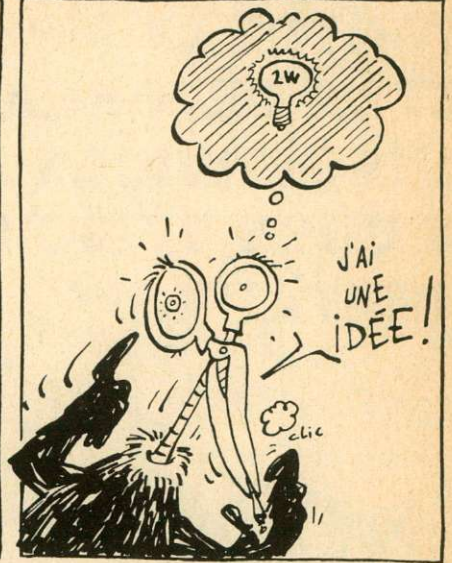
DANS LA SÉRIE LE GRAND VÔTOURRR:

LE CLOU DU SPECTACLE

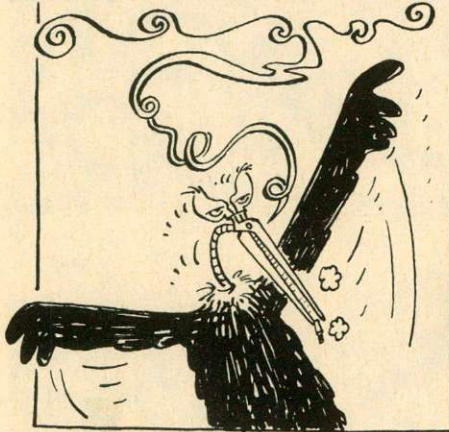
CLIC... FAUDRAIT BIEN COUPER DANS LES FONDS DE PENSION DES EMPLOYÉS DE L'ÉTAT... CLIC... CLIC...



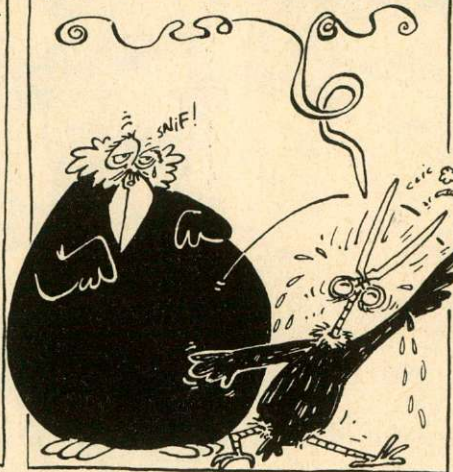
... MAIS ILS NE SE LAISSERONT PAS FAIRE... HÉLAS...



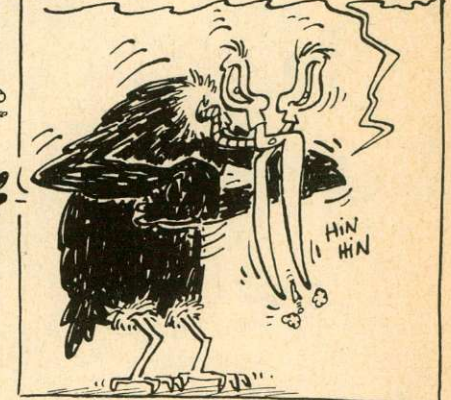
CLIC... JE VAIS ALLER LEUR CONTER UNE BELLE HISTOIRE TRISTE SUR LA CRISE ÉCONOMIQUE...



... OÙ TOUT LE MONDE DOIT SE SERRER LA CEINTURE...

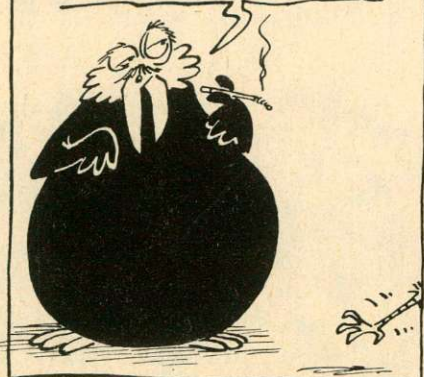


... BREF, JE VAIS LES ENDORMIR BIEN COMME IL FAUT AVEC UN DE MES BEAUX DISCOURS... ET APRÈS: CLIC ET RECLIC!



2 HEURES PLUS TARD...

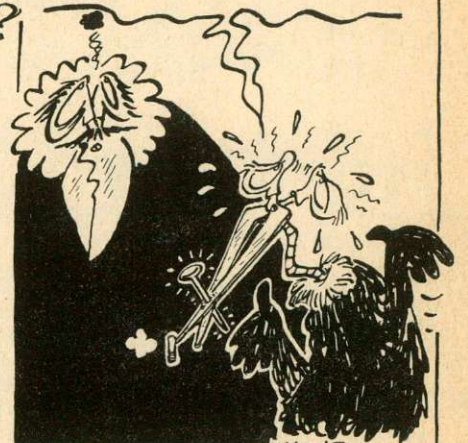
TIENS, REVOILÀ... LE GRAND VÔTOURRR... CLIC... J'ESPÈRE QU'IL A RÉUSSI À LES ENDORMIR



ET PUIS?... EST-CE QUE... CLIC... ÇA "COGNAIT DES CLOUS" À LA FIN DE TON DISCOURS?



MBLOUI... MBLIMONT... MBLOUÉ MMBLEBEC... MMBLL...



SARNOTTE ET "LE BARON NOIR"

AU CH Rivière des Prairies

UNE SEMAINE DE GRÈVE CONTRE LA MOBILITÉ DU PERSONNEL ET LA DÉTÉRIORATION DES SERVICES AUX JEUNES DÉFICIENTS MENTAUX

Le PQ et les patrons font des réaménagements sans négociation. Le patron refuse de négocier et refuse des services essentiels pendant le conflit pour mieux exploiter la situation dans les journaux. Pour servir sa cause le gouvernement n'intervient pas et laisse la police matraquer les grévistes avant qu'une injonction ordonne le retour au travail sans régler les problèmes.



Voilà la bêtise: ce patient ne veut rien savoir du moniteur étranger mais c'est ce que la mobilité recherchée par la direction de l'hôpital va lui imposer. Sauf que c'est juste quand les travailleurs sont dehors qu'on en parle dans les journaux.

**POUR LES
MOIS À VENIR
CE SERA
SON DRAME!**



à l'Agence Provinciale

**deux ans et demi de conflit en cinq ans
et ça continue...**

POURQUOI EN EST-IL AINSI?

Tout simplement parce que les travailleur(euse)s en ont assez de se faire exploiter par un boss qui ne pense qu'à faire de l'argent sur leur dos.

Avant la grève de 1976, les conditions de travail étaient affreuses: des caméras étaient installées pour surveiller les employé(e)s, temps supplémentaire obligatoire et non-payé et souvent avec des boss qui bloquaient les portes pour nous empêcher de sortir, pas de congé de maladie (il est même arrivé fréquemment qu'un boss se présente chez les gens qui étaient malade pour les forcer à retourner au travail), une fille a fait fausse couche dans l'entrepôt parce qu'on lui

avait refusé de s'en aller, interdiction d'aller aux toilettes, etc.

Jalbert a tout tenté pour nous casser

Après 16 mois de conflit en 1976, nous avons compris qu'il nous fallait être unis pour pouvoir nous battre contre Jalbert. Cette bataille-là a continué pendant les 3 ans de la durée de la convention. La tension a toujours été très forte à l'intérieur de l'entreprise. Il a tout essayé pour nous casser. Une de ses dernières tentatives a été de nous faire marauder par les Teamsters. Là encore il

a échoué. En 1980, nous voulions améliorer notre convention et particulièrement nos salaires (\$125/sem. net). Quand Jalbert a vu que nous étions déterminés à nous battre pour avoir gain de cause, il a décrété un lock-out le 17 novembre '80. Nous avons encore subi la répression policière et judiciaire mais il n'était pas question pour nous de lâcher. Nous nous sommes redécouverts. Nous avons compris que nous pouvions faire beaucoup de choses ensemble, si bien que l'assemblée générale du syndicat est devenue un grand comité de stratégie. Au mois de mai '81, une entente verbale est survenue

sur la convention collective. Cette entente nous donnait des augmentations salariales de 78% sur 3 ans. Notre objectif était atteint: rattraper le Front Commun et cela même si nous n'étions qu'un petit groupe de 34 personnes.

Aujourd'hui tout est bloqué sur le protocole de retour au travail, principalement sur le rappel par ancienneté. Le boss essaie de nous faire peur avec l'idée d'une fermeture. Nous, en assemblée, on a décidé que s'il ne nous réengageait pas selon nos conditions, on aimait mieux qu'il ferme plutôt que de retourner se faire exploiter pendant 3 autres années. **Et la lutte continue!**



Denis Jalbert, propriétaire de l'Agence Provinciale, était allé, ce jour-là, sur la ligne de piquetage...

DOSSIER

les multinationales américaines siphonnent les pays où elles s'installent

\$40 milliards DÉTOURNÉS VERS LES USA EN 1980

General motors ferme son usine de Ste-Thérèse pour quelques semaines; Pratt et Whitney, de Longueuil, met temporairement à pied 610 de ses travailleurs; l'Iron Ore, après avoir mis à pied plus de 600 travailleurs de son usine de Sept-Îles il y a six mois, a versé à ses sept actionnaires américains des dividendes, pour l'année écoulée, de plus de \$108 millions en dollars canadiens, soit \$21 millions de plus que les profits réalisés. Cette dernière nouvelle est rapportée par le journaliste Michel Nadeau, du journal *Le Devoir*, qui ajoute qu'un tel désinvestissement de la part d'une entreprise signifie habituellement que "les actionnaires (...) retirent leur argent d'un endroit pour l'investir ailleurs".

Le point commun entre ces trois nouvelles? Les trois compagnies visées sont des filiales de multinationales américaines et les intérêts qu'elles poursuivent sont les intérêts de leurs actionnaires américains. Les deux textes qui suivent, publiés par la Confédération mondiale du travail (CMT) dans sa revue mensuelle *Labor* (septembre 1981), jette une lumière assez crue sur ce rôle des multinationales.

Les bénéfices rapatriés par les multinationales de la famille nord-américaine étaient en 1960, de 3.6 milliards de dollars. En 1970, ce rapatriement totalisait 8.2 milliards de dollars. Ce sont déjà des chiffres dé-

passés. En 1980, les bénéfices rapatriés aux États-Unis se chiffraient à 40 milliards de dollars et d'après les prévisions ce chiffre atteindra 41 milliards de dollars en 1981.

Lorsque dans les années

1950 et 1960, s'amorça "l'exode" du capital nord-américain vers l'étranger, beaucoup de gens aux États-Unis ne voyaient pas cette "évasion" d'un bon oeil. Entre autres les syndicats. L'opinion prévalait que les investissements à l'étranger sacrifieraient des milliers de postes de travail à l'intérieur des États-Unis.

des installations payantes

Aujourd'hui, le climat est différent. Il s'avère que les bénéfices rapatriés par les maisons mères des multinationales nord-américaines dans de nombreux cas équilibrent les bilans des entreprises qui connaissent des difficultés aux États-Unis mêmes. Ce n'est pas tout. Il apparaît aussi que ces rapatriements de bénéfices ont sauvé des centaines de milliers d'emplois et contribuent en outre à équilibrer la balance des paiements de la nation.

Le fait est que le voyage aller-retour de milliers de millions de dollars, entamé dans les années 50 et 60, a atteint aujourd'hui des sommes fantastiques. Aujourd'hui, les investissements cumulés des multinationales nord-américaines à l'étranger s'élèvent à quelque 200 milliards de dollars. En 1950, ce montant était de 12 milliards de dollars.

Une des caractéristiques principales des multinationales réside dans la diversification de leurs investissements, tant du point de vue géographique que sur le plan des secteurs industriels. En 1979, 38 milliards de dollars de bénéfices ont été rapatriés auxquels s'ajoutaient 24 milliards de dollars provenant d'opérations réalisées dans d'autres pays industrialisés.

en Europe

Pour ce qui est de ces 24 milliards de dollars, les neuf pays de la Commu-



nauté Économique Européenne y ont une part de 14 milliards de dollars, soit un tiers de tous les bénéfices rapatriés cette année-là aux États-Unis.

Avec 5 milliards de dollars, la Grande Bretagne est le pays européen procurant le plus de bénéfices aux multinationales nord-américaines. Après l'Angleterre, viennent l'Allemagne fédérale (3 milliards), la Hollande (2 milliards), la Belgique, le Luxembourg, la France et l'Italie, avec 1 milliard de dollars chacun.

au Canada

Le Canada, avec 5 milliards de dollars, égale la Grande Bretagne comme scène des plus grands investissements et des plus grands bénéfices rapatriés par les entreprises nord-américaines.

et dans le tiers-monde

En 1979, ces multinationales ont aussi rapatrié "un peu" de bénéfices récoltés dans les pays en voie de développement: 14 milliards de dollars dont la moitié provenait de l'Amérique latine. Le Mexique, d'où les multinationales nord-américaines rapatriaient 817 millions de dollars, est le premier pays d'Amérique latine dans les statis-

PERPRISING CAPITAL

IT'S LOOKING PAST
THE NUMBERS INTO A
COMPANY'S REAL ASSETS.

Numbers are valuable. They can tell you a lot about a company. But companies have other assets that are just as valuable. People. Unfortunately, these are assets that traditional investment firms don't always take into account. But at General Electric Credit Corporation, we've decided to put great stock in the people running a company. They think. Where they want that company to be in five years. And what they're doing to get there. Because in business, the right combination of talent, and drive can produce some incredible results. We've also made it our business to know every facet of a company. Perhaps that's why, over the last 30 years, we've become a leader in commercial and industrial lending, as well as merger and real-estate financing. So you'll be talking to people who know what you're talking about. And who can structure even the most complex financing with a real understanding of the subtleties. This year, we'll have over 9 billion dollars in earnings. Backed by 8500 enterprising people. And to companies that really want to go places, that financing could prove to be quite an asset.



General
Electric
Credit
CORPORATION

WE BRING GOOD THINGS TO LIFE.

comment les multinationales se propagent dans le monde

Les multinationales américaines continuent à donner leurs préférences à la Grande Bretagne comme base de leurs opérations d'outre-mer, à en juger par le volume de leurs investissements et par le nombre de personnes auxquelles elles procurent un emploi. Mais il faut ajouter que ce qu'elles paient à leurs travailleurs représente la moitié et parfois moins que la moitié de ce qu'elles paient aux travailleurs de leur propre pays, ou d'autres pays industrialisés où elles sont implantées.

C'est ce qui ressort d'une étude importante sur les multinationales nord-américaines, rendue publique au début du mois de juin par le Département du Commerce des États-Unis. Les données pour cette étude ont été récoltées en 1977. C'est dire que l'étude en question est déjà quelque peu dépassée. Il s'agit néanmoins de la première étude de ce genre que le Département du Commerce américain ait faite depuis 15 ans. Elle servira de précédent pour la réalisation d'autres études plus fréquentes.

L'étude couvre 3,450 multinationales de toutes les branches industrielles,

à l'exception du secteur bancaire. Ces 3,450 multinationales disposent d'un réseau de 24,666 filiales étrangères, qui contrôlent 490.2 milliards de dollars en crédits et donnent du travail à 7.2 millions de personnes.

le Canada numéro un

D'après cette étude, le Canada compte la plus grande part des investissements: 88.2 milliards de dollars, suivie de près par la Grande Bretagne, le Japon et l'Allemagne fédérale. Mais la Grande Bretagne équivaut au Canada pour ce qui est des emplois: 1.1 million pour chacun de ces pays, soit près du double des emplois des multinationales en Allemagne fédérale, qui vient en troisième place.

Le chapitre des salaires montre le retard de la Grande Bretagne dans le monde industrialisé. Dans plusieurs pays développés, dont le Canada, l'Allemagne fédérale, la Hollande, la Norvège et la Suède, le salaire dans les usines dépasse 8 dollars par heure. En Grande Bretagne, il est inférieur à 4 dollars par heure. En dehors des pays industrialisés, le salaire moyen est inférieur à 2 dol-

lars à ce sujet. Ensuite viennent l'Argentine (610 millions), et le Pérou (527 millions de dollars).

On se pose la question suivante: quelles histoires se cachent sous ces milliers de millions de dollars de bénéfices rapatriés par les multinationales nord-américaines? Une chose est certaine: ces bénéfices ont été produits par des fleuves de sueur et de larmes de milliers et de milliers de travailleurs, parfois même par leur sang.

Mais ainsi va la vie et ainsi est le système qui engendre ce genre de choses.

lars par heure. La moyenne pour l'ensemble des travailleurs des multinationales est de 5 dollars par heure, tandis qu'il est, aux États-Unis, de 8 dollars 60 cents par heure également.

surtout dans les pays industrialisés

Les opérations des multinationales ont pour une grande part le monde industrialisé pour cadre. Plus des deux tiers des travailleurs employés par les filiales à l'étranger appartiennent à l'industrie manufacturière. Plus de 80% des investissements industriels se font dans les pays industrialisés, pour plus de la moitié en Europe et surtout en Grande Bretagne.

L'étude attire également l'attention sur le rôle vital que jouent les multinationales dans le commerce extérieur des États-Unis. Les exportations américaines qui se rapportent aux multinationales s'élèvent à 101.8 milliards de dollars, ce qui signifie 84% de l'ensemble des exportations des États-Unis en 1977. Ces chiffres comprennent les exportations directes des multinationales ainsi que les produits expédiés par la maison mère à ses filiales à l'étranger.

Ce n'est pas pour rien que les multinationales inspirent une telle méfiance et parfois, la peur aux travailleurs.

Les multinationales continuent implacablement à gagner beaucoup d'argent, elles continuent à semer la méfiance, mais elles entendent aussi toujours s'élever des slogans tels que "vive les multinationales!". C'est en effet un "bravo!" en l'honneur des multinationales que lançait récemment la Chambre du Commerce américaine en Espagne. Cette Chambre s'inquiète des attaques dont les multinationales font l'objet. Mais sans s'interroger sur le pourquoi de ces attaques.

La Chambre en question est formelle. Les effets des investissements des multinationales sont extrêmement positifs et il faut donc absolument que les gouvernements accordent à ces firmes un traitement juste, propice à leur expansion.

Pour la Chambre du Commerce américaine d'Espagne, l'expansion des multinationales permet la création adéquate de postes de travail. Les gouvernements doivent donc assurer le climat convenable pour la réalisation de cet objectif. C'est à peine si la Chambre n'ajoute pas que faute d'un tel climat, les gouvernements doivent, si nécessaire, par la force, instaurer la "paix sociale".

En 1980, les multinationales de la famille nord-américaine ont rapatrié 40.000 millions de dollars et si les prévisions du WALL STREET JOURNAL se réalisent, elles rapatrieront 41.000 millions de dollars en 1981. C'est certainement le seul élément qui intéresse la Chambre du Commerce américaine en Espagne. Tout le reste — le chômage, la faim, la misère, la malnutrition dans le monde... des histoires, rien que des histoires!

le revenu des hommes est le double de celui des femmes

L'écart des revenus entre l'homme et la femme s'est fortement accentué au Canada ces dernières années.

Les statistiques fiscales du ministère fédéral du revenu nous apprennent qu'en 1979, le revenu moyen était de \$26,264 pour l'homme et de \$7,308 pour la femme.

De plus, on remarque que les revenus de la femme augmentent peu avec l'âge. Le graphique que nous publions illustre clairement la discrimination dans les salaires dont les femmes sont victimes.

Jusqu'à l'âge de 35-39 ans les gains de l'homme montent avec une très grande rapidité, la pente de la courbe étant très accusée: ces revenus passent en effet de \$4,894. en début de carrière à \$21,024., se multipliant par 4.3

Chez sa compagne, par contre, la courbe féminine connaît un premier coup de frein dès qu'elle atteint

À 30 ANS LA FEMME PREND DE L'ÂGE ET L'HOMME DE L'EXPÉRIENCE

l'âge de 20 ans, pour ne plus monter du tout dès l'âge de 30 ans et ce, pour une période de dix années: c'est à croire que pour son employeur, à 30 ans, la femme prend de l'âge et l'homme, de l'expérience!

Le tiers de l'homme

Il n'est donc pas surprenant que ce soit durant la période allant de 35 à 39 ans que la différence des revenus entre l'homme et la femme soit la plus grande: \$21,024 comparé à \$7,393. Sur le plan financier, la femme n'est donc même pas la "moitié" de l'homme mais à peine plus de son tiers...

Dans la première moitié de son existence active, jusqu'à l'âge de 35-39 ans, la femme connaît une croissance de ses revenus

deux fois moins rapide que ceux de l'homme: ils augmentent de 2.1 fois au lieu de 4.3 fois.

La comparaison des statistiques fiscales des années 1977 et 1979 nous montre aussi la très forte croissance du nombre de Canadiennes faisant une déclaration de revenus: 4,963,930 en 1977, 6,861,335 en 1979, une augmentation quatre fois plus rapide que celle des hommes, ces derniers étant passés de 7,378,782 en 1977 à 7,820,820 en 1979.

Apparent recul

Cette soudaine croissance du nombre de déclarations de revenus féminins explique en partie l'apparent recul dans la condition féminine au niveau des revenus.

En effet, cette infériorité existait dans le passé mais n'entraînait pas dans les statistiques.

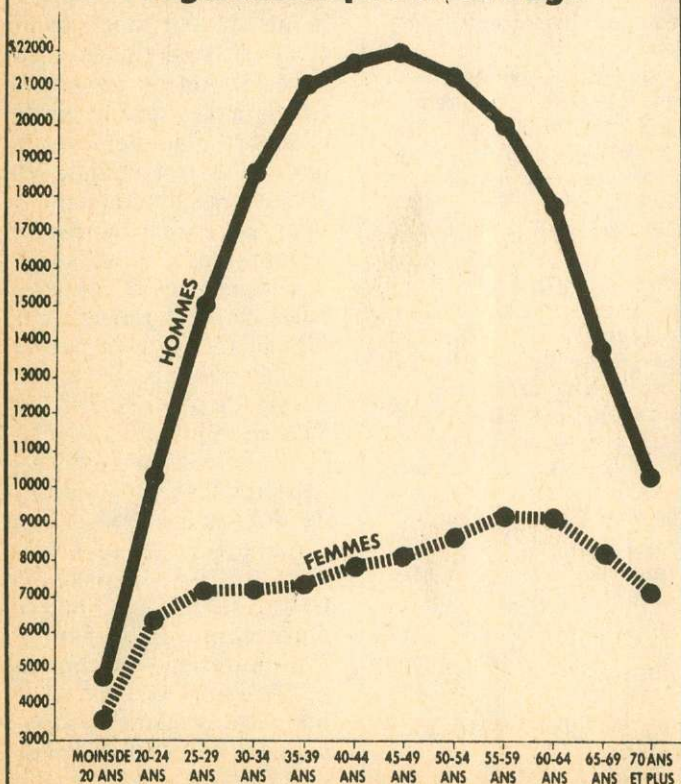
On tente d'expliquer cette croissance soudaine par

l'existence de certains stimulants fiscaux, qui, par la voie d'exemptions transférables au conjoint, font qu'il est conseillé à de nombreuses personnes d'établir une déclaration d'impôt même s'il n'y a aucune contribution à payer.

Cependant, il demeure que, globalement, le poids financier des Canadiennes est deux fois et demie moins élevé que pour leurs concitoyens de l'autre sexe.

L'examen des deux courbes ci-jointes montre, toutefois, des étapes différentes d'évolution financière selon les sexes: la première escale, après 24 ans, laisse assez nettement entrevoir l'arrêt d'activités rémunérées d'une certaine proportion de femmes, pour des raisons de mariage et de maternité, alors que l'homme poursuivra, lui, son ascension, pour atteindre un sommet, avant 50 ans.

Les revenus de la femme augmentent peu avec l'âge



La FTQ tient son congrès

LA NÉCESSITÉ DE PRENDRE SES DISTANCES FACE AU PQ

Quelques mille délégué(e)s de la Fédération des Travailleurs du Québec se sont réuni(e)s à Montréal la semaine dernière pour assister au 17^{ième} congrès de leur regroupement, dont le thème était "S'unir pour vrai...partout".



Louis Laberge, président de la FTQ.



Le congrès a débuté par les discours du président Louis Laberge et celui du secrétaire général. Quatre documents principaux ont été discutés: "L'accès à la syndicalisation", "Les fermetures et les licenciements collectifs", "La présence des femmes dans les syndicats" et "La situation des pré-retraités et des retraités". Il y a eu également la diffusion du cahier de résolutions contenant les propositions en provenance des affiliés ou du conseil général.

Une distance par rapport au PQ

Outre sa demande au gouvernement de favoriser davantage l'accès à la syndicalisation pour les 70% des travailleurs québécois

non-syndiqués, le président de la FTQ, Louis Laberge, a exigé du gouvernement péquiste qu'il réalise les promesses qui ont incité sa centrale à l'appuyer lors des dernières élections. Après avoir dénoncé l'ampleur des coupures budgétaires dans les services publics, Louis Laberge a conclu son discours en déclarant que "la FTQ a l'intention de rester très vigilante et très exigeante face au gouvernement qu'elle a contribué à porter au pouvoir."

Une meilleure place pour les femmes au sein de la FTQ

Parmi les principaux aspects soulevés pendant leur congrès, les membres de la

FTQ ont unanimement adopté une série d'énoncés politiques touchant la place des femmes au sein de la centrale. Afin de mieux représenter les 100,000 femmes affiliées à la centrale, la FTQ s'est dotée d'un poste de responsable du dossier de la condition féminine et ont mis sur pied un programme d'action positive, un moyen pour corriger les déséquilibres dans l'attribution des postes de permanents.

Fermetures et licenciements collectifs

Le congrès a adopté très majoritairement le rapport du colloque de la FTQ sur les fermetures d'usines et les licenciements collectifs, tenu les 15, 16 et 17 février

derniers. Afin de contrer ce fléau, la FTQ a demandé au gouvernement fédéral le rapatriement de toute compétence en matière de main d'oeuvre, des politiques économiques et industrielles axées sur le plein emploi et la lutte contre le chômage. À cela s'ajoute une demande au gouvernement pour qu'il légifère afin de garantir aux travailleurs des indemnités dans le cas d'une fermeture et une législation obligeant les entreprises à "ouvrir leurs livres" pour justifier leur fermeture.

L'hôtellerie et l'industrie du vêtement

Les délégués de la FTQ ont décidé à l'unanimité moins un d'expulser de ses rangs, presque sans discussion, l'Union des Employés d'Hôtels, bars et restaurant "local 31". Cette Union avait toujours refusé de se réformer et de se soumettre à la tutelle de la FTQ. Le secrétaire de l'Union, Don Salcito, a déclaré qu'il entendait poursuivre la FTQ devant les tribunaux pour tout ce qui s'est dit contre son Union dans les médias. On sait que depuis la mise à jour de ce dossier, les membres du 31 ont majoritairement adhéré à la CSN, dans le cadre d'une vaste campagne de maraudage.

Dans le secteur du vêtement, les délégués ont décidé de nommer un comité d'officiers de la centrale, chargé d'enquêter sur les accusations portées contre l'UIOVD par les membres de ce syndicat. Ces dernières n'exigeaient rien de moins que la tutelle syndicale de leur organisation. Le Comité d'action des travailleuses du vêtement accusaient leurs dirigeants de collaborer avec leurs employeurs pour fixer des normes de travail contraires à leurs besoins.

...petites nouvelles...

Péquistes ou libéral, les gouvernements sont enlignés pareil

le budget fédéral va accentuer les effets de la crise

Déplorant qu'il n'y ait aucune mesure pour diminuer les taux d'intérêts élevés alors que le gouvernement nous annonce une nouvelle baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, la CSN a réagi négativement au budget fédéral qui, à toute fin pratique, ne propose rien pour créer de nouveaux emplois.

De plus, alors que les dépenses militaires augmenteront de 18.3%, les paiements de péréquation seront coupés, transférant ainsi le poids de cette mesure anti-sociale sur les travailleurs du secteur public et sur les usagers des services publics des provinces.

Ce budget, parce qu'aucune mesure ne visera à diminuer le fardeau des propriétaires, constitue, selon la CSN, un budget qui, loin d'être neutre, accentuera les effets de la crise pour les moins bien nantis.

La CSN constate par ailleurs que ce budget ne contient aucun programme de créations d'emplois, aucun programme pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages à bas revenu et aucun programme pour réduire les taux d'intérêts, ce qui dénote l'impuissance

d'Ottawa à agir sur la situation économique.

Le budget supplémentaire de Parizeau: une hausse d'impôt pour nous tous

La CSN trouve tout à fait antisocial le budget supplémentaire déposé par le ministre Parizeau, budget dont les hausses d'impôts indirects toucheront beaucoup plus durement les bas salariés.

Pour la CSN, le gouvernement québécois manque péniblement d'imagination quand il s'agit de garnir ses goussets. Soit que l'on coupe les services à la population, soit qu'on va chercher des impôts directs et indirects chez les particuliers. Si le gouvernement avait nationalisé l'épargne collective (fonds de pension, régime de retraite, etc.) il n'aurait pas eu besoin d'aller sur les marchés privés pour emprunter à des taux usuraires. S'il s'était montré moins généreux envers les compagnies qui exportent les capitaux, tel l'industrie des produits forestiers, où l'emploi net a diminué, le gouvernement n'aurait pas eu à couper les baisses d'impôt des particuliers tout en faisant mine d'oublier que son budget d'avril dernier baissait les impôts des profits des entreprises privées.

conflits de travail

Il y avait, au 18 novembre, 22 conflits parmi les syndicats de la CSN, dans lesquels étaient impliqués plus de 1 755 travailleurs et travailleuses.

la FAS dénonce le CSS côte-nord

Le comité provincial des centres de services sociaux (FAS) s'est réuni, le 17 novembre, à Hauterive afin de discuter de l'attitude anti-syndicale et répressive du CSS Côte-Nord. Le comité provincial a demandé à la direction de s'asseoir à la table de négociation et de retirer les 25 suspensions et les 32 pertes d'ancienneté aux employé-e-s. Selon le syndicat local et le comité, ces attaques patronales font partie d'un plan concerté pour imposer les coupures et préparer la prochaine ronde de négociation.

dans les garages: la table unique est acquise

Suite au gain arraché lors d'une rencontre, le 12 décembre, les employés de garage de Thetford, Victoriaville, Sherbrooke et Granby négocieront enfin à une table unique, revendication qu'ils maintenaient depuis le début. Les négocia-

tions ont débuté le 17 novembre.

Merci, merci, merci!

L'exécutif et les membres du syndicat des employé-e-s de bureau de Domtar, à Lebel-sur-Quévillon, désirent remercier tous les syndicats ou individus qui ont manifesté leur solidarité à leur endroit et envoyant le \$10 de solidarité ou en parainant une famille de lock-outé.

Au centre d'accueil Cartier, à Laval, les 400 syndiqué-e-s sont toujours en journée d'étude depuis le 4 novembre. Ils ont rejeté en grande majorité les quatre conditions imposées par l'employeur pour le retour au travail:

- 1- qu'il n'y ait pas de négociation à une même table;
- 2- qu'il n'y ait pas de protocole de retour au travail;
- 3- qu'on ne discute pas de la fermeture du centre St-Vallier, que le centre Cartier remplace;
- 4- que l'employeur se réserve le droit à tout recours disciplinaire, juridique et pénal.

Des fous, les employé-e-s, ils ont refusé ça!

Un juge de la Cour Supérieure a émis, le 17 novembre, une **injonction contre Granada Location TV**, lui interdisant d'utiliser des scabs. Cette injonction résulte d'une enquête effectuée à la mi-août. Pendant ce temps, les négociations sur le protocole de retour au travail progressent.

...petites nouvelles...



organi- sation

Une autre victoire CSN dans l'hôtellerie

C'est par un vote de 166 contre 85 que les quelques 300 travailleurs et travailleuses de la Place Ville-Marie à Montréal ont préféré être représentés par leur syndicat: affilié à la CSN plutôt que par le local 31 de l'union internationale des employés d'hôtels, restaurants et commis de bars, expulsé de la FTQ lors de leur congrès cette semaine.

C'est le quatrième établissement montréalais en trois mois où des syndicats affiliés à la CSN délogent le local 31 de l'union américaine. Au mois d'août dernier, les employé(e)s du Holiday Inn centre-ville et du Holiday Inn Place Dupuis avaient voté en faveur de leur syndicat CSN respectif dans des proportions de 66% et 60%. Un mois plus tard, c'était au tour de ceux du Quatre-Saisons de se prononcer en faveur de la CSN à 74%.

...

Le 10 novembre dernier, la CSD s'est désistée lors du début des auditions pour l'accréditation du syndicat des travailleuses du Centre d'accueil Boyer (CSN). Le syndicat CSN avait déposé sa demande d'accréditation le 18 juin 1981. Quelque trois semaines plus tard, soit le 5 août 1981, la CSD déposait aussi une requête en accré-

ditation. Le centre d'accueil Boyer est un centre pour enfants mésadaptés sociaux affectifs de 6 à 12 ans.

L'employeur, pour intimider les syndiqué-e-s, congédier deux des employés. Les membres ont réagi par divers moyens: distribution de tracts, ligne de piquetage symbolique pour informer les membres et la population du quartier et un macaron pour créer un fonds pour venir en aide aux congédiés.

Plus que jamais les travailleuses du Centre d'accueil Boyer sont résolues à obtenir un syndicat CSN et de mettre fin aux tactiques paternalistes de leur employeur.



sécurité santé

les trois morts de CPCV: personne n'est responsable...

Le coroner Cyrille Delage vient de rendre sa décision: aucune responsabilité criminelle ne peut être retenue contre quiconque dans l'incendie qui a causé la mort de trois ouvriers de CPCV, à Valleyfield, le 26 août 1980. Pourtant, durant l'enquête, le syndicat et la CSN avaient prouvé hors de tout doute la grande responsabilité de la direction de la compagnie et de ses cadres intermédiaires. Même un inspecteur de la CAT avait demandé que des poursuites soient intentées.



divers

- Le comité Québec-Chili cesse ses opérations mais son bulletin d'information continuera à être publié par le groupe solidarité Québec-Amérique latine, qui publie également un dossier de presse sur l'Amérique latine.

SQAL, 356, est, Ontario, Montréal H2X 1H8 (514) 842-8459.

- Le centre multi-ethnique St-Louis, à Montréal, organise une fête multi-culturelle, le 12 décembre, à 13 heures. Le Centre a besoin de \$70 000 à court terme pour survivre.

- Le Centre de formation populaire vient de publier un document sur le syndicalisme aujourd'hui. \$2.50. CFP, 1 750 St-



droit au travail

Admiral met d'autres travailleurs à pied

Plus de 1 000 employé-e-s viennent d'être mis à pied temporairement dans les usines Admiral de Mississauga, en Ontario, et de Montmagny. Les travailleurs de BFG-Admiral, de St-Bruno, craignent qu'ils ne connaissent le même sort qu'eux, que le temporaire devienne permanent. La compagnie doit encore plus de \$150 000 à ses employés de St-Bruno.



La CSN a participé à la manifestation du 14 novembre organisée par la Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec. Une action rapide est exigée du gouvernement fédéral et l'action proposée par le gouvernement du Québec est trop réduite, si l'on considère qu'il y a 26 000 familles dont les maisons sont isolées à cette mousse au Québec.

réactions de la CSN au discours inaugural

LE GOUVERNEMENT QUÉBÉCOIS S'EN PREND AUX VICTIMES

D'autre part, quand le premier ministre affirme que le gouvernement mettra l'accent sur les plus démunis, il n'annonce aucun relèvement du salaire minimum qui a perdu 15% de son pouvoir d'achat au cours des 5 dernières années, ni des prestations d'aide sociales qui, elles non plus, n'ont pas suivi l'augmentation du coût de la vie.

La CSN se réjouit de la volonté du gouvernement de légiférer contre les fermetures d'usine. Pour être efficace, cependant, une telle loi devra prévoir une caisse de stabilisation de l'emploi financée par les employeurs et permettant de maintenir le salaire des travailleurs victimes de fermeture.

des pertes d'emplois depuis un an

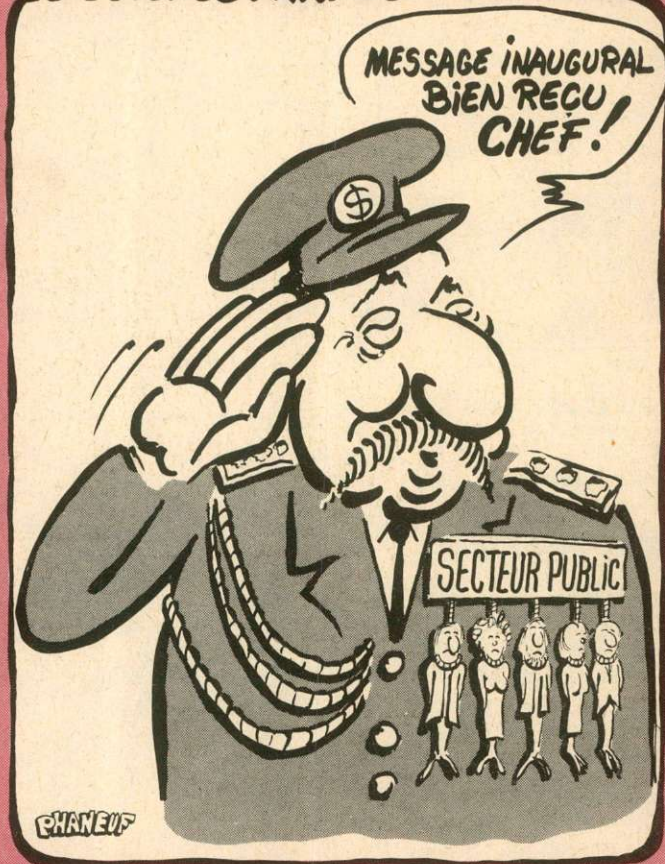
Mais s'il est important de protéger les emplois existants, il faut aussi faire un effort pour en créer de nouveaux. Or, à cet égard, la CSN souligne que le Québec a subi une perte nette de 16,000 emplois depuis un an, et que le chômage atteint aujourd'hui son plus haut niveau depuis 1945, soit 11.5%.

le chômage ne dépend pas des jeunes

Il est faux de prétendre que le chômage élevé soit le résultat de l'arrivée d'un flot de jeunes sur le marché du travail — car la population active n'a augmenté

Alors que le premier ministre ne propose aucune solution pour sortir de la crise constitutionnelle à laquelle il consacre une bonne partie de son discours inaugural, on s'étonne, lorsqu'il aborde la crise économique, qu'il s'en prenne avec autant de virulence aux employés du secteur public, comme si c'était eux les responsables de cette crise. Et cela 14 mois avant l'expiration de leur convention collective. La violence de la charge étonne d'autant plus que les employés du secteur public, comme la plupart des autres travailleurs, n'ont même pas réussi à maintenir leur pouvoir d'achat, qui a baissé au cours des dernières années.

"LE COLONEL PARIZO"



que de 1.2% depuis un an, tandis que le nombre de chômeurs, lui, a augmenté de 19%.

Autrefois, on accusait les femmes d'être les responsables du chômage et maintenant que leur entrée sur le marché du travail s'est

stabilisée, on s'en prend aux jeunes. Cependant, on trouve nettement insuffisantes les mesures d'action positive annoncées pour favoriser le maintien des femmes sur le marché du travail. Aucun progrès en ce qui concerne les garde-

ries et les congés de maternité payés. En outre, la priorité d'emploi de 24 mois, bien qu'intéressante à première vue, n'a pas beaucoup de signification dans la pratique puisque le droit de retour sur le poste n'est pas garanti. À cause de cela, cette mesure peut même avoir pour effet de retirer des femmes du marché du travail en raison de leur maternité.

le rôle douteux de l'État

La CSN revendique depuis longtemps un rôle accru de l'État pour orienter le développement économique en fonction des besoins. Mais l'exemple de Domtar, donné par M. Lévesque à cet égard, n'est pas reluisant. En effet depuis sa prise de contrôle par la SGF et la caisse de dépôt le 18 août 1981, Domtar a quand même continué à déplacer ses capitaux du Québec vers les États-Unis et l'ouest canadien, ce qu'elle faisait systématiquement depuis quelques années, en laissant se dégrader dangereusement plusieurs usines québécoises. Si cette société, comme l'affirme le premier ministre, doit maintenant travailler au Québec pour les québécois, pourquoi alors a-t-elle investi \$70 millions dans une entreprise de gaz de Calgary, le 22 septembre, au lieu de répondre aux besoins des populations d'East Angus et de Beauharnois, qui revendiquent une modernisation de leurs usines sur lesquelles planent toujours une menace de fermeture.